



DROITS DE L'HOMME

La société a exercé son devoir de diligence sur le respect des droits de l'homme.

Au cours de l'année 2024, la société n'a pas identifié d'impact néfaste sur les droits de l'homme, que ce soit au niveau de ses employés ou au niveau de ses fournisseurs directs.

CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN MÉTAUX PRÉCIEUX

La société a exercé son devoir de diligence concernant la chaîne d'approvisionnement en métaux précieux.

Au cours de l'année 2024, la société n'a pas identifié de risque d'approvisionnement en métaux précieux auprès de zones de conflit ou à haut risque.

GESTION DES PLAINTES

NOVOTECH SA a mis en place la présente procédure de gestion des griefs pour recevoir des plaintes sur des circonstances dans la chaîne d'approvisionnement impliquant des matériaux provenant de zones de conflit ou à haut risque.

Notre Responsable RJC au sein de NOVOTECH SA, est responsable de la mise en œuvre et de l'examen de cette procédure. Les préoccupations peuvent être exprimées par les parties intéressées par courriel ou par téléphone :

Responsable du traitement

NOVOTECH SA

Rue du Stade 2

2340 Le Noirmont

+41 32 910 22 15

E-Mail: finance@3bservices.ch

A la réception d'une plainte, nous nous efforcerons :

- d'obtenir un rapport précis de la plainte
- d'expliquer notre procédure de traitement des plaintes
- d'établir la manière dont le plaignant souhaite que celle-ci soit traitée/résolue
- d'évaluer la recevabilité de la plainte et le cas échéant de désigner le collaborateur interne chargé de la traiter. Si nous ne sommes pas en mesure de traiter la plainte en interne, nous pouvons la soumettre à une entité ou une institution plus adéquate, comme le fournisseur ou l'organisme industriel pertinent
- d'obtenir de plus amples informations, le cas échéant, lorsque le problème peut être traité en interne
- d'identifier toutes les mesures que nous devrions prendre, notamment entendre toutes les parties concernées et effectuer un suivi de la situation
- d'informer le plaignant de nos décisions ou conclusions
- de conserver les plaintes reçues et la procédures interne suivie dans nos archives durant au moins 5 ans.